



Accord, vous avez dit accord(s) ? Le Gouvernement doit tomber le masque

Le Gouvernement annonce qu'un accord est possible avec la Commission européenne dans les toutes prochaines semaines, et qu'un texte de loi sera examiné par le Parlement d'ici l'automne. Pareille annonce avait pourtant déjà été faite en décembre, et aujourd'hui aucune preuve n'est apportée à la conclusion prochaine d'un accord ou que ce présumé accord ne sera ni partiel ni bancal. Parce que le diable se cache toujours dans les détails, l'Alliance CFE UNSA Énergies demande au Gouvernement de jouer cartes sur table. De quel accord s'agit-il et est-il réellement favorable au Groupe EDF ?

Devant les syndicats il y a dix jours et mercredi dernier devant les parlementaires, le Gouvernement joue la même partition que fin 2020 : **il serait proche d'un accord avec la Commission européenne sur la réforme d'EDF** et un projet de loi serait présenté au Parlement dès cet été pour un vote à l'automne 2021.

Cette petite musique gouvernementale ne doit rien au hasard. Face à la démonstration faite par l'Alliance CFE UNSA Énergies que **le projet Hercule de réorganisation Bleu-Vert est un mauvais projet et qu'il existe de bien meilleures alternatives**, le Gouvernement change désormais d'éléments de langage. Il n'emploie plus le terme Hercule, plus que discrédité, ni ses couleurs symboliques.

Il parle plutôt de **nationalisation du nucléaire et de l'hydraulique** et d'**appel au marché pour le reste des activités d'EDF**... en promettant aux députés qu'ils auront toute latitude pour déterminer la part maximale de recours au privé pour les autres activités d'EDF, autrement dit de Vert. On ne change donc rien au projet, on en change juste la peinture... pour tenter d'amadouer. **L'Alliance CFE UNSA Énergies n'est pas dupe de cette opération de communication qui relève de l'enfumage**. Quel que soit son nom, ce projet de démantèlement d'EDF ferait perdre à la France, et au plus mauvais moment, son électricien national qui est un **atout majeur pour garantir son indépendance énergétique et technologique**, car le 21^{ème} siècle sera celui de l'électricité décarbonée !

Mais tout ceci n'a de sens que s'il y a bel et bien un accord. Et comme le Gouvernement nous avait déjà annoncé à l'automne dernier qu'il était proche d'un accord, comment pourrions-nous croire sur parole ses récents éléments de langage ? **Rien ne garantit qu'un tel accord soit réellement sur le point d'être conclu**.

A supposer qu'un accord soit proche et qu'il ne soit ni bancal ni partiel, encore faut-il en connaître les détails, dont chacun sait que le diable s'y cache. Ce n'est qu'à leur lecture qu'**on saura si cet accord répond bien aux intérêts du groupe EDF**, et non à ceux du Gouvernement. **L'intégrité du groupe sera-t-elle vraiment préservée** si la Commission interdit les financements croisés entre activités régulées et dérégulées et oblige les entités du groupe à se faire concurrence ? **Le parc nucléaire va-t-il réellement bénéficier d'une meilleure rémunération**, robuste et durable ? L'opacité règne et « *quand il y a du flou, il y a un loup* » !

Face à cette volonté d'accélérer le calendrier et de passer en force sur des éléments plus flous que jamais, **l'Alliance CFE UNSA Énergies demande au Gouvernement de jouer cartes sur tables**. A défaut, il ne nous enlèvera pas de la tête l'idée selon laquelle il ne fait que rechercher un accord de façade, voire bancal et partiel, avec pour seul objectif de **redorer son blason européen à la veille de la présidence française de l'Europe** au 1^{er} semestre 2022.... quitte à ne pas apporter de solutions satisfaisantes à la situation d'EDF !

Accord ou pas accord, **le Gouvernement détient les clefs pour répondre aux problèmes d'EDF** dont il est le premier responsable. **Revalorisation immédiate de l'AReNH à 48 €, recapitalisation d'EDF, mise en place d'une quasi régie hydraulique, réintroduction en bourse d'EDF Renouvelables** pour lever les capitaux nécessaires à son développement... pas besoin d'Hercule ni d'un accord européen pour agir dans l'intérêt d'EDF. Ni même **réfléchir à l'avenir d'Enedis** autrement que comme une pépite pour les marchés financiers, quitte à s'inspirer de National Grid au Royaume-Uni.

Plutôt que de prétendre être proche d'un accord pour justifier l'accélération du calendrier, le Gouvernement doit désormais jouer cartes sur table. Les salariés et leurs représentants syndicaux ne sont prêts ni à gober des « éléments de langage », ni à se faire enfumer.